

*Socialist History, Journal of the Socialist History Society,  
n°33 : « Origins of the French Revolution »*

Julien Louvrier

---



**Édition électronique**

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/12376>

DOI : 10.4000/ahrf.12376

ISSN : 1952-403X

**Éditeur :**

Armand Colin, Société des études robespierristes

**Édition imprimée**

Date de publication : 1 mars 2012

Pagination : 215-218

ISSN : 0003-4436

**Référence électronique**

Julien Louvrier, « *Socialist History, Journal of the Socialist History Society, n°33 : « Origins of the French Revolution »* », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 367 | janvier-mars 2012, mis en ligne le 12 septembre 2012, consulté le 01 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/12376> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.12376>

---

Ce document a été généré automatiquement le 1 juillet 2021.

Tous droits réservés

---

# *Socialist History, Journal of the Socialist History Society, n°33 : « Origins of the French Revolution »*

Julien Louvrier

---

## RÉFÉRENCE

*Socialist History, Journal of the Socialist History Society, n° 33 : « Origins of the French Revolution »*, 2008, 114 p., ISBN 978-1-85489-170-9, prix nc.

- 1 *Socialist History* est une revue anglaise publiée par The Socialist History Society, association indépendante fondée en 1992 pour succéder au fameux Communist Party History Group, structure interne au Parti communiste britannique à laquelle ont appartenu des historiens marxistes de renom comme Eric J. Hobsbawm, E.P. Thompson ou encore Christopher Hill. Elle a pour ambition de « favoriser la recherche historique dans une perspective marxiste et plus largement de gauche ». Le numéro dont nous rendons compte, consacré au problème des origines de la Révolution française, s'inscrit naturellement dans cet objectif.
- 2 Jusque dans les années 1960 et avant l'attaque retentissante d'Alfred Cobban contre l'« interprétation sociale » de la Révolution, les historiens, dans leur grande majorité, concevaient la Révolution française comme une révolution bourgeoise, résultat de la lente ascension de la bourgeoisie, qui en détruisant les survivances féodales de la société d'Ancien Régime avait ouvert la voie au capitalisme. Cette interprétation qui fait de la bourgeoisie à la fois l'actrice principale du bouleversement révolutionnaire et la principale bénéficiaire du nouvel ordre social qui en est issu, fut d'abord formulée par les représentants les plus éminents de la bourgeoisie révolutionnaire, avant d'être reprise par les historiens libéraux de la Restauration, puis réélaborée par Marx après 1848. C'est cette lecture qui, à travers la médiation jaurésienne, s'est imposée dans l'historiographie dès la première moitié du xx<sup>e</sup> siècle et a connu son apogée après-

guerre, non sans nuances, dans les travaux généraux de Georges Lefebvre et d'Albert Soboul. Lancée en pleine Guerre Froide, au nom d'un refus catégorique du marxisme et de toute théorie de l'histoire, la critique de Cobban se concentre essentiellement sur la définition socio-économique de la bourgeoisie. Il estime que les origines de la Révolution ne sont pas à chercher dans un éventuel conflit de classes entre l'élite féodale et son pendant capitaliste, mais plutôt dans une lutte pour le pouvoir politique. Peu après, François Furet impose à son tour une lecture strictement politique des causes de la Révolution. Dans une logique cohérente avec cette dernière, des historiens américains influencés par le *linguistic turn* et la *cultural theory* proposent de situer les origines de la Révolution dans les discours et dans la culture politique de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Plus récemment, des chercheurs rassemblés autour de Peter Campbell ont esquissé une interprétation post-révisionniste qui intègre sans sourciller l'épuisement de l'histoire sociale d'inspiration marxiste, tout en considérant que la lecture furetienne de la culture politique ne résout pas tout.

- 3 Informés des derniers développements du débat, Gwynne Lewis, Stephen Miller et Peter McPhee, réunis pour ce dossier, n'entendent pas apporter une réponse exhaustive aux problèmes qu'il soulève ; leurs contributions ne se présentent pas non plus comme la réaffirmation pure et simple d'une quelconque orthodoxie. Comme l'affirme David Parker dans son introduction : « tous les contributeurs sont d'accord pour dire que le cours de la révolution ne peut être déduit de ses origines », en revanche, ils n'acceptent pas la lecture qui consiste à faire l'impasse sur toute explication socio-économique.
- 4 L'article de Gwynne Lewis (« The Rise of the Bourgeoisie, the Failure to Reform the Bourbon State, 1763-1792 ») consacré à l'ascension de la bourgeoisie et à l'impossible réforme de la base sociale de la monarchie dans la deuxième moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, repose sur une étude originale des idées de deux réformateurs catholiques royalistes : Henri Bertin, secrétaire d'État de Louis XV et de Jacob-Nicolas Moreau, précepteur de Louis XVI et historiographe du roi. Lewis commence par revenir sur les implications historiographiques de la séparation opérée par les vagues successives du révisionnisme entre le politique et le social. Le choix fait par Furet, Baker et leurs élèves de se concentrer sur la culture politique, explique-t-il, a éloigné ces historiens de questions fondamentales pour comprendre la France de l'Ancien Régime, notamment celle de la formation des classes sociales. Lewis se plaît à rapprocher cette fixation sur la culture politique de l'insistance sur le primat de l'économie, caractéristique de la vulgate marxiste la plus primaire. Puis il réaffirme la nécessité d'examiner le processus qui a conduit à la formation de la bourgeoisie française en tant que classe au sens large. N'en déplaise à Sarah Maza, pour qui rien dans la culture de la France pré-révolutionnaire ne soutient l'existence d'une telle classe, les preuves qui attestent d'un degré de conscience de classe grandissant ne manquent pas. Lewis les trouve notamment chez Bertin et Moreau. Décidés à moderniser la monarchie après la calamiteuse Guerre de Sept ans (1756-1763), ces deux éminents réformateurs proposent de transférer le pouvoir politique des mains de la noblesse féodale déclinante à une nouvelle élite incluant certes la noblesse administrative et commerciale, mais également et de plus en plus, des éléments issus de la bourgeoisie commerciale, industrielle et propriétaire. Il s'agit d'élargir l'origine du pouvoir du roi pour échapper à la loi des nobles et des parlements, éviter une nouvelle Fronde et consolider la monarchie. Réaction catholique monarchique à la perte de soutien de la monarchie dans l'opinion publique en formation, la stratégie de reconquête de Bertin et Moreau se signale par l'acuité de son

analyse des rapports économiques et sociaux. Au nom de la monarchie, ils s'opposent à la noblesse féodale, souhaitent l'abolition du féodalisme et militent pour la libéralisation de l'économie. En 1775, Bertin vient apporter son soutien aux bourgeois de Périgueux qui refusent de payer le franc-fief. Il les flatte en soulignant leur contribution historique à la défense de la monarchie contre « l'anarchie féodale ». La bourgeoisie provinciale se retrouve d'un coup dotée d'un rôle et d'une identité historiques. Mais malheureusement pour Bertin et Moreau, leur projet politique se révèle irréalisable : il n'est pas possible de séparer la monarchie de la vieille noblesse. Elles coulent ensemble, tandis que la nouvelle élite conservatrice qu'ils ont contribué à faire émerger prend les rênes de la Révolution en 1789.

- 5 Steven Miller (« The Absolutist State of Eighteenth-Century France: Modern Bureaucracy or Feudal Bricolage ? ») s'intéresse lui à la dynamique réformatrice qui se serait emparée de la monarchie au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle. Il s'agit de réfuter les arguments d'historiens qui perçoivent dans la politique de l'État absolutiste les caractères d'une monarchie réformatrice dont les efforts de modernisation auraient été entravés par la Révolution. Cette théorie tend à diminuer la portée de la Révolution en y voyant un événement contingent, essentiellement politique, plutôt qu'un bouleversement rendu nécessaire par les contradictions sociales au fondement de la société d'Ancien Régime. Miller commence par revenir sur les éléments qui font pencher la balance en faveur d'un État réformatrice. Au cours du siècle la monarchie met en effet en œuvre, tant dans le domaine économique que politique, un certain nombre de réformes (libéralisation de l'économie, amélioration de l'administration des finances, développement des assemblées provinciales) en faveur de l'intérêt général. Toutefois, le véritable défi de l'État absolutiste au XVIII<sup>e</sup> siècle n'est pas tant de s'émanciper de ses officiers au profit d'une administration efficace et indépendante digne d'un État moderne, que de faire face à ses dettes, que les guerres ne cessent d'alourdir et qui exigent de mener à bien une réforme fiscale. Or la réforme fiscale implique de se confronter aux ordres privilégiés qui disposent de toutes sortes de moyens légaux pour échapper à l'impôt. Le siècle voit ainsi s'installer une négociation inégale entre un État surendetté et une noblesse riche, consciente de ses privilèges et décidée à les conserver. Quelle que soit sa dynamique réformatrice, l'État absolutiste s'avère bien incapable de faire porter l'impôt sur ceux qui disposent des revenus les plus élevés. Miller s'empare finalement de la question de la féodalité. Il rappelle que le roi reçoit des paiements en tant que seigneur féodal jusque dans la deuxième moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. Les ordres privilégiés ne sont pas en reste, leur attachement aux droits féodaux est attesté par le recours aux feudistes particulièrement répandu à la toute fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Petits-bourgeois, artisans et paysans ne sont pas dupes qui protestent contre l'immunité fiscale de la noblesse bourguignonne en 1787 ou contre l'absence de représentants du Tiers aux postes gouvernementaux les plus importants en Languedoc en 1788-1789. Loin de valider la théorie d'un État avançant à marche forcée sur le chemin de la modernité, Miller conclut que l'ensemble des réformes tentées par la monarchie ne font que renforcer le caractère fondamentalement traditionnel et féodal de l'Ancien Régime. L'administration royale entretient un système pénétré de droits médiévaux qui fait peser les charges du royaume sur les couches les plus pauvres de la société. Lorsque les guerres contraignent la monarchie à augmenter ses capacités financières, les nobles, les seigneurs et les officiers mettent à profit leur position dans l'appareil d'État pour faire échec aux réformes qui vont à l'encontre de leurs intérêts. L'étude du fonctionnement de l'État d'Ancien Régime permet dès lors de mieux

comprendre la radicalisation de la Révolution. Conscientes de l'inégalité qui les frappait, les couches populaires ont pris en main leur destin dès que le contexte politique l'a permis.

- 6 Peter McPhee (« Revolution or Jacquerie ? Rethinking Peasant Insurrection in 1789 ») commence par rappeler que si les historiens révisionnistes se sont définitivement tournés vers l'histoire politique des élites urbaines ou l'étude du champ intellectuel pour rechercher les origines de l'effondrement de l'Ancien Régime, des spécialistes continuent à étudier la paysannerie et à voir dans ses évolutions un élément central du processus révolutionnaire. La principale critique opposée à la thèse classique de la révolution paysanne chère à Georges Lefebvre consiste à relativiser la nature révolutionnaire des soulèvements observés dans les campagnes en 1789 et à les rapprocher de la longue histoire des « jacqueries » des siècles passées. Pour McPhee, la situation qui caractérise le printemps 1789 est très différente du contexte dans lequel ont pris forme les quelques 4 400 révoltes paysannes identifiées entre 1720 et 1788 par Guy Lemarchand. Sur fond de misère, celles-ci se traduisaient généralement par l'attaque d'un convoi ou d'un agent du seigneur et prenaient place dans un système que les acteurs pensaient immuable. En revanche, en 1789, « l'inquiétude alimentaire coïncide avec une possibilité inédite de participer à la vie politique ». McPhee suggère de prendre au sérieux les cahiers paysans dont le contenu comporte bien des similarités sur tout le territoire : partout la question du prélèvement seigneurial est posée. De même, les trois quarts des cahiers critiquent le pouvoir du seigneur. Plus banale encore est la colère exprimée contre l'impôt royal et contre la justice seigneuriale. Mais, explique McPhee, « 1789 ne marque pas une transformation soudaine de l'horizon mental des masses paysannes. Les revendications exprimées résultent à la fois d'une longue maturation et d'interactions sociales complexes ». L'auteur convient que les cahiers ne sont pas consciemment révolutionnaires, leurs principales doléances n'excèdent pas la tenue régulière des États généraux, l'égalité devant l'impôt et la fin du féodalisme. Mais, de façon inconsciente peut-être, ces exigences supposent la fin de l'ordre existant. Enfin, McPhee souligne ce qui distingue la Grande Peur des révoltes traditionnelles : pour la première fois on s'en prend aux titres seigneuriaux, on détruit les registres, on humilie publiquement les seigneurs. Au-delà de ces actes manifestement révolutionnaires, la dimension révolutionnaire du mouvement paysan se révèle dans la négociation implicite qui se met en place entre les élites politiques lointaines et les communautés villageoises et qui conduit à repenser les rapports de pouvoir au niveau local.
- 7 Chacun dans sa perspective, ces textes méritent d'être lus, ne seraient-ce parce qu'ils prennent au sérieux les pistes proposées par les historiens post-révisionnistes et tentent d'y apporter des réponses en se plaçant de façon critique sur le même terrain : celui de la réforme de l'État ou de la construction discursive des catégories sociales. Notons pour être complet que la revue propose aussi la transcription d'un débat autour de la Révolution de 1688, événement clé de l'histoire anglaise qui a fait l'objet d'un réinvestissement récent. Les spécialistes de la Révolution française s'y reporteront avec d'autant plus de profit que sur ce sujet aussi, marxistes et révisionnistes se sont affrontés, notamment lors du Tricentenaire célébré discrètement en 1988.